

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

---

ACCORD DU 17 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
(PICARDIE)

NOR : *ASET0850799M*  
IDCC : *1702, 2614*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Picardie,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats CFDT ;

L'union régionale des syndicats CFTC ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions prévues au chapitre 8.1 de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, pour les ouvriers occupés par les entreprises de travaux publics ressortissant de l'organisation patronale signataire :

*(En euros.)*

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 (0 à 10 km)	9,50	1,25	1,25
2 (10 à 20 km)	9,50	3,75	2,50
3 (20 à 30 km)	9,50	6,25	3,75
4 (30 à 40 km)	9,50	8,75	5,00
5 (40 à 50 km)	9,50	11,25	6,25

### **Article 2**

Conformément à l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, les valeurs relatives aux transport et repas s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

### **Article 3**

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès des greffes des conseils des prud'hommes des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Amiens, le 17 décembre 2007.

*(Suivent les signatures.)*